

Zurich vit-elle une overdose de démocratie?

VOTATIONS Treize objets municipaux, cinq cantonaux et deux fédéraux: c'est l'épaisse enveloppe de vote qui attend les Zurichois le 14 juin prochain. L'UDC craint que le grand nombre de textes affaiblisse le débat démocratique et a déposé un postulat en ce sens

LÉO TICHELLI, ZÜRICH

Tous les regards se portent sur l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!» de l'UDC le 14 juin prochain. Mais pour les Zurichois, le texte fédéral ne représente qu'un vingtième du contenu de l'épaisse brochure de votations qu'ils s'approprient à recevoir. Au total, les habitants de la ville la plus peuplée de Suisse s'approprient à se prononcer sur 13 sujets municipaux, cinq cantonaux et deux fédéraux. Un record? Presque. Il y a un peu plus de 57 ans, on se rendait aux urnes pour 14 textes communaux différents, dont l'expansion du droit de votes aux femmes.

Le sujet pourrait simplement être cocasse et confirmer la prouesse helvétique à voter sur tout. Mais au lieu de conforter le pays comme champion toute catégorie de la démocratie directe, c'est plutôt l'inverse qui se produit. C'est en tout cas l'avis de l'UDC, qui a déposé un postulat au Conseil communal le 8 avril dernier: «Limiter le nombre de propositions de scrutins municipaux et les publier simultanément avec les propositions cantonales». A la manœuvre: le conseiller municipal Stefan Urech et Stephan Iten,

chef du groupe parlementaire UDC au législatif communal.

Attention, le but n'est pas de limiter la démocratie directe mais bien de «garantir la qualité du débat public», tient à préciser d'emblée Stefan Urech. Pour son collègue de parti, des enveloppes de vote trop épaisses provoquent indubitablement un désintérêt, poursuit-il: «Les bulletins risquent de finir encore plus facilement au vieux papier. La participation est déjà assez faible quand il y a un nombre raisonnable de votations; avec un si grand nombre d'objets, cela devient encore moins attrayant.»

Le PS du même bord

Il y a la crainte de décourager les électeurs, mais aussi une surcharge de travail pour les élus qui se penchent sur ces textes. Et là aussi, la question de l'affaiblissement démocratique revient, juge le chef de groupe UDC: «Avec 20 objets, il n'est pas possible de mener un débat public approfondi. En particulier pour les référendums et les initiatives populaires, pour lesquels il faut un travail de persuasion, des débats publics, des actions sur le terrain. Les délégués des partis doivent adopter des mots d'ordre. Ceux-ci ont lieu en

général en une seule soirée, puisque nous sommes des politiciens de milice. Si vous devez vous prononcer sur plus de 13 objets, cela peut durer tard dans la nuit.»

«Avec 20 objets, il n'est pas possible de mener un débat public approfondi»

STEPHAN ITEN, CHEF DU GROUPE PARLEMENTAIRE UDC AU PARLEMENT COMMUNAL

Les deux élus évoquent certaines solutions qui pourraient alléger les dimanches de votation. Ils proposent notamment un processus de soumission échelonné plus efficace, des délais ajustés ou une coordination renforcée. Autre possibilité: prévoir une votation supplémentaire après les élections communales, afin de mieux répartir les objets. Le postulat semble recevoir un intérêt transpartisan. La coprésidente du groupe PS Lisa Diggelmann affirme comprendre la position de l'UDC et juge aussi

que la situation «représente un défi pour les électeurs», rapportait la NZZ. Une position qui ne surprend pas Stephan Iten: «Les socialistes aussi vivent de la démocratie et veulent mener un débat public sérieux et approfondi.»

Un système sacré

Le pronostic pour le taux de participation à la votation du 14 juin est partagé, plutôt optimiste pour Stefan Urech, plutôt négative pour Stephan Iten. Ce dernier redoute une forte abstention de la part des Zurichois, qui bouderaient par la même occasion l'initiative sur la Suisse à 10 millions. Stefan Urech précise toutefois que ce n'est pas pour cette raison que le postulat a été déposé, mais bien pour les sujets municipaux. Mais que l'UDC se rassure, Sean Müller, politologue et maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Berne, bat en brèche les inquiétudes liées à l'abstention, et avance qu'il n'y a pas de corrélation entre nombre de sujets et taux de participation: «Je dirais même que c'est plutôt le contraire. Avec une enveloppe de vote épaisse, les citoyens trouveront au moins un sujet qui les intéresse. Ils risquent ainsi de voter pour le reste aussi.»

Il rappelle ce qui attire la population aux urnes: les objets fédéraux. Le texte «Pas de Suisse à 10 millions! (initiative pour la durabilité)» étant âprement débattu et couvert dans les médias, il estime que le reste des sujets cantonaux et municipaux vont bénéficier de l'engouement autour de cet objet. Toutes les enveloppes de votes ne sont pas non plus égales. On vote évidemment plus dans les grandes villes, Zurich et Genève en tête, où il y a plus de partis politiques, d'associations, et de potentiel de mobilisation à travers différents moyens pour faire une récolte de signatures. Mais on vote aussi plus du côté alémanique, observe Sean Müller: «Ce n'est pas tout à fait la même culture politique. Côté romand, on privilégie la démocratie représentative, on délègue davantage. Côté alémanique, la démocratie directe a tendance à primer». Il en veut notamment pour preuve des exécutifs communaux en Suisse romande avec des mandats de cinq ans – Genève, Fribourg, Vaud, Jura – contre quatre ans de l'autre côté de la Sarine.

Sean Müller fait aussi le constat que le nombre de votations, mais aussi de lois votées par les élus, est

en constante augmentation. Les discussions pour réduire la taille des enveloppes de vote ne sont toutefois pas très populaires: «Notre système politique est sacré. Il y a parfois des débats pour raccourcir le temps imparti ou augmenter le nombre de signatures nécessaires pour les référendums ou initiatives, mais l'on est vite taxé d'ennemi de la démocratie directe». Une accusation dont veulent justement se prémunir Stephan Iten et Stefan Urech, qui ne veulent pas forcément réduire mais mieux répartir les sujets pour éviter les embouteillages comme celui du 14 juin.

La Suisse a pourtant déjà procédé à des changements concrets. Les chiffres magiques de 50 000 et 100 000 signatures pour les référendums et les initiatives n'ont pas toujours existé. Avant le droit de vote des femmes, ces deux outils démocratiques nécessitaient respectivement 30 000 et 50 000 paraphe. «Les augmenter à nouveau ne serait pas délirant si l'on y pense bien. La population n'a cessé d'augmenter et, surtout, les outils technologiques pour recueillir les signatures et faire campagne ont aussi évolué», conclut-il. ■